

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 518

19 mars 2011

SOMMAIRE

Advent Global Fund	24853	Marina Bay S.A.	24860
BGL BNP Paribas	24818	Mashta S.A.	24860
Cofingest S.A.	24846	MDCP VI Barometer II S.à r.l.	24861
Compagnie Européenne pour le Développement d'Entreprises Commerciales S.A.	24844	Mondofin Management S.A.	24862
CONEXIA SA, Courtiers en assurances	24845	Mondofin Management S.A.	24862
C.P.O. International S.A., SPF	24822	Mondofin Management S.A.	24862
Cravesco S.A.	24819	MOORE STEPHENS Audit S.à.r.l.	24859
CVI GVF (Lux) Securitisation S.à r.l.	24859	Morrel Investments S.A.	24863
Daedalus Engineering Sàrl	24849	Moseltank A.G.	24822
Deltatank A.G.	24820	Muguet Lux S.A., SPF	24863
Dexia Banque Internationale à Luxembourg	24820	Multi Strategy SICAV	24843
Feo Investment S.A.	24860	Ocean Services Company S.A.	24818
Financière du Stuff S.A.	24818	Orchid Funds SICAV	24827
Glenriver S.A.	24843	Orion Income Master Luxembourg S.à r.l.	24825
Global Food Investments S.A.	24854	Orion Income Master Luxembourg S.à r.l.	24822
Heimdal S.A.	24851	Orion Income Master Luxembourg S.à r.l.	24827
Hema-Rent S.à r.l.	24847	Perform and Services S.A.	24846
Herrero International Sàrl	24864	Phisolina S.A.	24861
I2F S.A.	24853	Privileged Investors	24821
Ifile S.A.	24848	Rebend Investments Lux S.à r.l.	24856
ING Private Capital Special Investments Fund S.C.A SICAV - FIS	24819	Romero Holding S.A.	24858
International Business Investments S.A.	24854	Simla Trust S.A.	24819
Jaca S.A., SPF	24853	Skippy S.à r.l.	24858
K.A.M. Holding S.A., SPF	24821	Société Montagne aux Ours S.à r.l.	24857
KPI III S.à r.l.	24856	Tempo - Team Luxembourg S.A.	24863
KPI II S.à r.l.	24856	Transmedia Services S.à r.l.	24852
KPI I S.à r.l.	24854	TrendConcept S.A.	24864
Leadership Institute GmbH	24857	Universal Wireless S.A.	24861
Madas Finance S.A.	24857	Vap International S.A.	24848
MARENS Immobilière S.A.	24858	Vidinvest S.A.	24820
		YME S.A.	24849

BGL BNP Paribas, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 6.481.

Nous prions Mesdames et Messieurs les actionnaires de BGL BNP Paribas S.A. de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy, le jeudi 7 avril 2011 à 15.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration
2. Approbation des comptes annuels et des comptes consolidés de l'exercice 2010
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner aux administrateurs
5. Divers

En application de l'article 27 des statuts de la banque, les actionnaires désireux d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire devront effectuer le dépôt et demander le blocage de leurs actions au plus tard pour le 1^{er} avril 2011 aux guichets de la banque et de ses agences.

Les procurations devront être déposées au siège social au plus tard le 1^{er} avril 2011.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011038743/21.

Financière du Stuff S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 105.803.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 avril 2011 à 17:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011039961/795/17.

Ocean Services Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 55.148.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on April 7, 2011 at 4.30 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2010
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011039962/795/15.

Simla Trust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 45.474.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *8 avril 2011* à 14:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011039963/795/16.

Cravesco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 106.850.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *8 avril 2011* à 16:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011039964/795/17.

ING Private Capital Special Investments Fund S.C.A SICAV - FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 132.734.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of ING Private Capital Special Investments Fund S.C.A. SICAV-FIS will be held at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, on *07 April 2011* at 11.30 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors.
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations as per 31 December 2010.
3. Appropriation of net results.
4. Discharge to the Directors.
5. Statutory appointments.
6. Miscellaneous.

To be admitted to the General Meeting, bearer shareholders are required to deposit their securities at the headquarters and branches of ING Luxembourg and to express their intention to attend the General Meeting at least five clear days before the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011039966/755/22.

Vidinvest S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 65.861.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 13 avril 2011 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport du liquidateur sur l'activité de la société du 01.01.2010 au 31.12.2010

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011039965/755/14.

Deltatank A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5515 Remich, 9, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 75.218.

Sie werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre von Deltatank A.G., welche am 29. März 2011 um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2009
3. Entlastung der Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Verschiedenes

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.

Référence de publication: 2011025181/16.

Dexia Banque Internationale à Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 6.307.

Nous avons l'honneur de convoquer Mesdames et Messieurs les actionnaires de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, société anonyme, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu au siège social de la banque, immeuble l'«Indépendance», 69, route d'Esch, Luxembourg, le mardi 29 mars 2011 à 11.00 heures .

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration sur les opérations et la situation de la société pour l'exercice 2010.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour pouvoir prendre part à l'assemblée générale, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 19 des statuts et de déposer leurs titres pour le 23 mars 2011 au plus tard à notre siège social ou auprès d'une de nos agences au Grand-Duché de Luxembourg.

Les procurations devront être déposées à notre siège social ou auprès d'une de nos agences au Grand-Duché de Luxembourg pour le 25 mars 2011 au plus tard.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.
Pour le Conseil d'administration
François Narmon
Président

Référence de publication: 2011027070/6/26.

K.A.M. Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 22.382.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 13 avril 2011 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011039967/755/19.

Privileged Investors, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 84.173.

As the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company convened for 2 March 2011 at 2 p.m. (Luxembourg time) could not validly deliberate on the item 1 on the agenda for lack of quorum, shareholders of the Company are invited to attend a reconvened

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company which will be held on 4 April 2011, at 2 p.m. (Luxembourg time), at 50, avenue J. F. Kennedy, L-2951 Luxembourg (The "Extraordinary Meeting of Shareholders" or "Extraordinary General Meeting of the Shareholders"), to deliberate and vote on the same agenda, which is:

Agenda:

1. Liquidation of the Company to be effective on the day of the Extraordinary Meeting of Shareholders deciding on the liquidation or any other date as decided by the Extraordinary General Meeting of the Shareholders upon proposal of the board of directors of the Company;
2. Appointment of BDO Tax & Accounting, represented by Mr Murad Ikhtiar and Mr Pierre Lentz as liquidator and to determine its powers and remuneration.

No quorum is required for this Extraordinary General Meeting. The decision on item 1 of the agenda, to be validly taken, shall be passed at the majority of the two thirds of the votes cast on the day of the Extraordinary General Meeting. Decision on item 2. of the agenda will be validly taken by a simple majority of the shares present or represented at the Extraordinary General Meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy. A proxy is available upon request at the registered office of the Company. Proxy given for the extraordinary general meeting held on 2 March 2011 remains valid for this Extraordinary General Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011030019/755/27.

Moseltank A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5515 Remich, 9, rue des Champs.
R.C.S. Luxembourg B 73.435.

Sie werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre der Moseltank A.G., welche am 29. März 2011 um 14.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2009
3. Beschlussfassung über Gewinnverwendung
4. Entlastung der Verwaltungsrates und des Kommissars
5. Mandatsänderung
6. Verschiedenes

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.

Référence de publication: 2011025182/18.

C.P.O. International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 31.895.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 28 mars 2011 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011035931/795/15.

Orion Income Master Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 530.825,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 118.883.

In the year two thousand and ten, on the twenty-third day of December.

Before Maître Edouard Delosch, notary residing at Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

ORION INCOME RETURN PARTNERS C.V., a commanditaire vennotschap incorporated under Dutch law, having its registered office at 1, Locatellikade, NL-1076 AZ Amsterdam The Netherlands, and registered in Amsterdam under the number 34253725 (the "Shareholder"),

hereby represented by Maître Cédric BLESS, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 21 December 2010.

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Shareholder is the sole shareholder of Orion Income Master Luxembourg S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of four hundred forty-one thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 441,825.-), whose registered office is at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 118883, incorporated following a deed of Maître André Schwachtgen, notary, residing at that time in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing at Sanem, Grand Duchy of Luxembourg of 25 August 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2016 of 27 October 2006

(the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary of 8 December 2010, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of eighty-nine thousand euro (EUR 89,000.-) so as to raise it from its present amount of four hundred forty-one thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 441,825.-) to five hundred thirty thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 530,825.-).

2 To issue three thousand five hundred sixty (3,560) new shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) per share having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for these newly issued shares by Orion Income Return Partners C.V. and to accept payment in full for such newly issued shares by a contribution in kind.

4 To amend article 5 of the articles of incorporation in order to reflect the increase of the issued capital of the Company.

5 Miscellaneous.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital by an amount of eighty-nine thousand euro (EUR 89,000.-) so as to raise it from its present amount of four hundred forty-one thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 441,825.-) to five hundred thirty thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 530,825.-).

Second resolution

The Shareholder resolved to issue three thousand five hundred sixty (3,560) new shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) per share having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon has appeared Maître Cédric BLESS, prenamed, acting in his capacity as duly authorised attorney-in-fact of the Shareholder.

The Shareholder declared to subscribe for three thousand five hundred sixty (3,560) new shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) per share, and to make payment in full for such new shares by a contribution in kind consisting of a receivable held by the Shareholder against the Company in an amount of eighty-nine thousand euro (EUR 89,000.-) (the "Contribution") as further described in a special report.

The Contribution represents a value in an aggregate amount of eighty-nine thousand euro (EUR 89,000.-).

Proof of the ownership by the Shareholder of the Contribution has been given to the undersigned notary.

The Shareholder declared that the Contribution is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

The Shareholder further stated that a report has been drawn up by the managers of the Company wherein the Contribution is described and valued (the "Report").

The conclusions of the Report read as follows:

"Pursuant to the above retained valuation methodology, the Contribution paid to the Company amounts to eighty-nine thousand euro (EUR 89,000.-) and is thus at least equal to the total nominal value of the three thousand five hundred sixty (3,560) Shares, having a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, to be issued by the Company."

The Report has been signed "ne varietur" by the Shareholder, as above represented, and the undersigned notary.

The Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the three thousand five hundred sixty (3,560) new shares according to the above mentioned subscription.

Third resolution

As a result of the above resolutions, the Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation, which will from now on read as follows:

" Art. 5. Corporate Capital. The issued share capital of the Company is set at five hundred thirty thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 530,825.-) divided into twenty-one thousand two hundred thirty-three (21,233) shares, with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing person, who is known by the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-trois décembre,

Par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

ORION INCOME RETURN PARTNERS C.V., une commanditaire vennotschap régie par le droit néerlandais, ayant son siège social au 1, Locatellikade, NL-1076 AZ, Amsterdam Pays-Bas, et immatriculée à Amsterdam sous le numéro 34253725 (l'«Associé»),

représentée par Maître Cédric BLESS, avocat, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 21 décembre 2010.

L'Associé est l'associé unique de Orion Income Master Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de quatre cent quarante et un mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 441.825,-), ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118883, constituée suivant acte de Me André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 25 August 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2016 du 27 octobre 2006 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 8 décembre 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Associé a reconnu être pleinement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-neuf mille euros (EUR 89.000,-) pour le porter de son montant actuel de quatre cent quarante et un mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 441.825,-) à cinq cent trente mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 530.825,-).

2 Emission de trois mille cinq cent soixante (3.560) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de ces parts sociales nouvelles par ORION INCOME RETURN PARTNERS C.V. et acceptation de la libération intégrale de ces parts sociales nouvelles par apport en nature.

4 Modification de l'article 5 des statuts de manière à refléter l'augmentation du capital social de la Société.

5 Divers.

L'associé unique a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-neuf mille euros (EUR 89.000,-) pour le porter de son montant actuel de quatre cent quarante et un mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 441.825,-) à cent cinq cent trente mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 530.825,-).

Deuxième résolution

L'Associé a décidé d'émettre trois mille cinq cent soixante (3.560) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite Maître Cédric BLESS, précité, s'est présenté agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Associé.

L'Associé a déclaré souscrire trois mille cinq cent soixante (3.560) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) par part sociale et libérer intégralement ces parts sociales souscrites par un apport en nature consistant en des créances détenue par l'Associé à l'encontre de la Société d'un montant de quatre-vingt-neuf mille euros (EUR 89.000,-) (l'«Apport»).

L'Apport représenté un montant total de quatre-vingt-huit neuf mille euros (EUR 89.000,-).

La preuve par l'Associé de la propriété de l'Apport a été rapportée au notaire soussigné.

L'Associé a déclaré encore que l'Apport est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport à la Société.

L'Associé a déclaré qu'un rapport spécial a été établi par les gérants de la Société dans lequel l'Apport est décrit et évalué (le «Rapport»).

Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base de la méthodologie d'évaluation retenue ci-dessus, la valeur de l'Apport à la Société est de quatre-vingt-neuf mille euros (EUR 89.000,-) et correspond au moins à la valeur nominale totale des trois mille cinq cent soixante (3.560) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, à émettre par la Société».

Le Rapport a été signé «ne varietur» par l'Associé, tel que ci-dessus représenté, et le notaire soussigné.

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre les trois mille cinq cent soixante (3.560) parts sociales nouvelles conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'associé unique a décidé de modifier l'article 5, alinéa premier, des statuts qui sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social émis de la Société est fixé à cinq cent trente mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 530.825,-) divisé en vingt et un mille deux cent trente-trois (21.233) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à mille trois cents euros (EUR 1.300.-).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Bless, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 27 décembre 2010. Relation: RED/2010/2075. Reçu soixante-quinze (75,-) euros

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 27 janvier 2011.

Référence de publication: 2011029435/160.

(110035080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Orion Income Master Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 118.883.

In the year two thousand and eleven, on the fifteenth day of February,

Before Maître Edouard Delosch, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Maître Cédric BLESS, lawyer, residing in Luxembourg, acting as proxyholder of the shareholder of Orion Income Master Luxembourg S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a corporate capital of six hundred thirty thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 630,825.-), with registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), incorporated following a deed of Maître André Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, dated 25 August 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2016 dated 27 October 2006 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 118.883. The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary dated 23 December 2010, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, registered in Redange/Attert, on 27 December 2010, Relation: RED/2010/2073, deposited at the Luxembourg Register of Commerce and Companies on 8 February 2011 under reference L110023820 (the "Notarial Deed").

The appearing person, acting in his above stated capacity, has requested the undersigned notary to record his declarations and statements as follows:

- That one clerical error appears in the Notarial Deed.

- That the shareholder resolved on 8 December 2010 to increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred eighteen thousand euro (EUR 118,000.-) so as to raise it from its amount of four hundred twenty-three thousand eight hundred twenty-five Euro (EUR 423,825.-) to five hundred forty-one thousand eight hundred twenty-five Euro (EUR 541,825.-).

- That the shareholder further resolved on 23 December 2010 to increase the share capital of the Company by an amount of eighty-nine thousand euro (EUR 89,000.-) so as to raise it from four hundred forty-one thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 441,825.-) to five hundred thirty thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 530,825.-).

- That according to the resolutions adopted by the shareholder on 8 December 2010, the first and third resolution of the Notarial Deed recording the share capital increase of 23 December 2010 should have been read as follows:

“First resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital by an amount of eighty-nine thousand euro (EUR 89,000.-) so as to raise it from its present amount of five hundred forty-one thousand eight hundred twenty-five Euro (EUR 541,825.-) to six hundred thirty thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 630,825.-).”

“Third resolution

The Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

“ Art. 5. Corporate Capital. The issued share capital of the Company is set at six hundred thirty thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 630,825.-) divided into twenty-five thousand two hundred thirty-three (25,233) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.””

- That the second resolution of the Notarial Deed is not affected and, as a result, will remain unchanged.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present rectificatif is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille onze, le quinzième jour du mois de février,

Par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Maître Cédric BLESS, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de l’associé de Orion Income Master Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de six cent trente mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 630.825.-), ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118883, constituée suivant acte de Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 25 August 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2016 du 27 octobre 2006 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 23 décembre 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, acte enregistré à Redange/Attert, le 27 décembre 2010, Relation: RED/2010/2073, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés en date du 8 février 2011 sous la référence L110023820 (l’«Acte Notarié»).

Lequel comparant, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu’il suit ses déclarations et constatations:

- Qu’une erreur de plume s’est glissée dans l’Acte Notarié.

- Que l’associé a décidé le 8 décembre 2010 d’augmenter le capital social de la Société à concurrence de cent dix-huit mille euro (EUR 118.000.-) pour le porter de son montant de quatre cent vingt-trois mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 423.825.-) à cinq cent quarante et un mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 541.825.-).

- Que l’associé a par ailleurs décidé le 23 décembre 2010 d’augmenter le capital social de la Société d’un montant de quatre-vingt-neuf mille euros (EUR 89.000.-) pour le porter de quatre cent quarante et un mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 441.825.-) à cent cinq cent trente mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 530.825.-).

- Qu’en conséquence des résolutions adoptées par l’associé le 8 décembre 2010, la première et troisième résolution de l’Acte Notarié enregistrant l’augmentation de capital du 23 décembre 2010 auraient dû être lues comme suit:

«Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-neuf mille euros (EUR 89.000,-) pour le porter de son montant actuel de cinq cent quarante et un mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 441.825,-) à six cent trente mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 630.825,-).»

«Troisième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'associé unique a décidé de modifier l'article 5, alinéa premier, des statuts qui sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social émis de la Société est fixé à six cent trente mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 630.825,-) divisé en vingt-cinq mille deux cent trente-trois (25.233) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.»»

- Que la seconde résolution de l'Acte Notarié n'est en rien affectée et, par conséquent, restera inchangée.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la demande du même comparant, et au cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, le dit comparant a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Bless, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 février 2011. Relation: RED/2011/395. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 25 février 2011.

Référence de publication: 2011029436/99.

(110035080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Orion Income Master Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 118.883.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 4 mars 2011.

Référence de publication: 2011038005/10.

(110042181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2011.

Orchid Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 159.413.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the eighth of March.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Luxembourg Financial Group A.G., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg registered with the trade and companies register of Luxembourg (registre de commerce et des sociétés de Luxembourg) under number B 125.852;

here represented by Yannick Arbaut, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given by private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

1. Art. 1. Name.

1.1 There is hereby formed among the subscribers, and all other persons who shall become owners of the shares hereafter created, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) in the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name "Orchid Funds SICAV" (the Company).

1.2 The Company shall be governed by Part II of the act of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the 2010 Act), the act of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the Companies Act) (provided that in case of conflicts between the Companies Act and the 2010 Act, the 2010 Act shall prevail) as well as by these articles of association of the Company (the Articles).

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders (the Shareholders). The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

1.4 Any reference to the Shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder as long as the Company shall have one (1) Shareholder.

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Company (the General Meeting), deliberating in the manner provided for amendments to the Articles or by the board of directors of the Company (the Board) if and to the extent permitted by law. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the Board.

2.2 The Board shall further have the right to set up offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 If extraordinary events of political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the ease of communication between that office and foreign countries, shall occur or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

3. Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

4. Art. 4. Object of the company.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law in accordance with the principle of risk diversification, within the limits of the investment policies and restrictions determined by the Board pursuant to article 20 hereof, and with the objective of paying out to Shareholders the profits resulting from the management of the assets of the Company, either through distributions or through accumulation of income in the Company.

4.2 The Company may take any measures and execute any transactions that it considers expedient with regard to the fulfilment and implementation of the object of the Company to the full extent permitted by Part II of the 2010 Act.

5. Art. 5. Share capital, Share classes.

5.1 The capital of the Company will at all times be equal to the total net assets of the Company and will be represented by fully paid-up shares of no par value.

5.2 The minimum capital, as provided by law, is fixed at EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand euro) to be reached within a period of six months as from the authorisation of the Company by the Luxembourg supervisory authority. Upon the decision of the Board, the shares issued in accordance with these Articles may be of more than one share class. The proceeds from the issue of shares of a share class, less a sales commission (sales charge) if applicable, are invested in transferable securities of all types and other legally permissible assets in accordance with the investment policy as set forth by the Board and taking into account investment restrictions imposed by law.

5.3 The initial capital is EUR 31,000 (thirty one thousand euro) divided into 310 (three hundred and ten) shares of no par value.

5.4 The Company has an umbrella structure, each compartment corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Company (a Sub-fund) as defined in article 181 of the 2010 Act, and that is formed for one or more share classes of the type described in these Articles. Each Sub-fund will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Sub-fund, the investment objective, policy, as well as the risk profile and other specific features of each Sub-fund are set forth in the prospectus of the Company (the Prospectus). Each Sub-fund may have its own funding, share classes, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 Within a Sub-fund, the Board may, at any time, decide to issue one or more share class(es), the assets of which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Prospectus and to the extent authorised under the 2010 Act and the Companies Act, including, without limitation different sales and redemption charge structure, fees and expenses structure, subscription and/or redemption procedures, distribution rights and policy (and the Board

may in particular decide that shares pertaining to one or more class(es) be entitled to receive incentive remuneration in the form of carried interest or to receive preferred returns), Shareholders servicing or other fees, types of targeted investors, transfer or ownership restrictions and/or currency. A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each class.

5.6 The Company may create additional classes whose features may differ from the existing classes and additional Sub-funds whose investment objectives may differ from those of the Sub-funds then existing. Upon creation of new Sub-funds or classes, the Prospectus will be updated, if necessary. Shares pertaining to a share class may be further sub-divided in series of shares that will be considered for the purposes of the Companies Act as distinct categories of shares and any reference to a share class in these Articles shall mean, where appropriate, a reference to a particular series of such share class. The specific features of any such series will be as described in the Prospectus.

5.7 The Company is one single legal entity. However, the rights of the Shareholders and creditors relating to a Sub-fund or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of that Sub-fund. The assets of a Sub-fund are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the Shareholder relating to that Sub-fund and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that Sub-fund, and there shall be no cross liability between Sub-funds, in derogation of article 2093 of the Luxembourg Civil Code.

5.8 The Board may create each Sub-fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Sub-fund one or more times. At the expiration of the duration of a Sub-fund, the Company shall redeem all the shares in the share class(es) of that Sub-fund, in accordance with article 8 of these Articles, irrespective of the provisions of article 24 of these Articles. At each extension of the duration of a Sub-fund, the registered Shareholders will be duly notified in writing, by a notice sent to their address as recorded in the Company's register of Shareholders. The Company will inform the bearer Shareholders by a notice published in newspapers to be determined by the Board, if these investors and their addresses are not known to the Company. The Prospectus shall indicate the duration of each Sub-fund and, if applicable, any extension of its duration.

5.9 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each share class will, if not already denominated in euro, be converted into euro. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the share classes.

6. Art. 6. Shares.

6.1 Individual, collective and global certificates may be issued; no claim can be made on the issue of physical securities. The Board determines whether the Company issues shares in bearer and/or in registered form in the Prospectus. If bearer share certificates are issued, they will be issued in such denominations as the Board prescribes, and they may be imprinted with a notice that they may not be transferred to any Restricted Person (as defined in article 11 below) or entity established by or for a Restricted Person. The applicability of the regulations of article 11 does not, however, depend on whether certificates are imprinted with such a notice.

6.2 All registered shares issued by the Company are entered in the register of Shareholders, which is kept by the Company or by one or more persons designated by the Company. This register contains the names of the owners of registered shares, their permanent residence or elected domicile as indicated to the Company, and the number of registered shares held by them.

6.3 The entry of the Shareholder's name in the register of shares evidences the Shareholder's right of ownership to such registered shares. The Company decides whether a certificate for such entry is delivered to the Shareholder or whether the Shareholder receives a written confirmation of its shareholding.

6.4 If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the Shareholder. An exchange of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificates, if any, after confirming that the transferee is not a Restricted Person and by issuance of one or more bearer share certificates to replace the cancelled registered share certificates. An entry will be made in the register of Shareholders to evidence such cancellation. An exchange of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificates, and, if applicable, by issuance of registered share certificates in lieu thereof. An entry will be made in the register of Shareholders to evidence such issuance. At the discretion of the Board, the costs of any such exchange may be charged to the Shareholder requesting it.

6.5 Before shares are issued in bearer form and before registered shares are converted into bearer shares, the Company may require evidence, satisfactory to the Board, that such issuance or exchange will not result in such shares being held by a Restricted Person.

6.6 The share certificates will be signed by two members of the Board. The signatures may be handwritten, printed or in the form of a facsimile. One of these signatures may be made by a person duly authorised to do so by the Board; in this case, it must be handwritten. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may determine.

6.7 If bearer shares are issued, the transfer of bearer shares will be effected by delivery of the corresponding share certificates. The transfer of registered shares is effected:

(a) if share certificates have been issued, by delivery of the certificate or certificates representing these shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and

(b) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be entered in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act on their behalf. Any transfer of registered shares will be entered in the register of Shareholders. This entry will be signed by one or more members of the Board or by one or more other persons duly authorised to do so by the Board.

6.8 Shareholders entitled to receive registered shares must provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. This address will also be entered into the register of Shareholders.

6.9 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may have a notice to this effect entered into the register of Shareholders. The Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be determined by the Company from time to time, until another address is provided to the Company by that Shareholder. A Shareholder may, at any time, change the address entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the registered office of the Company or to such other address as may be determined by the Company from time to time.

6.10 If a Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed, then, at the Shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company. With the issuance of the new share certificate, which will be marked as a duplicate, the original share certificate being replaced shall become void.

6.11 Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

6.12 The Company may, at its discretion, charge the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the cancellation of the original share certificate, to the Shareholder.

6.13 The Company recognises only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of a share or shares is disputed, all persons claiming a right to those shares will appoint one owner to represent those shares towards the Company. The failure to appoint such an attorney results in the suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

6.14 The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is so that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant share class on a pro rata basis. Certificates for bearer shares will only be issued for whole shares.

7. Art. 7. Issue of shares.

7.1 The Board is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing Shareholders.

7.2 The Board may impose restrictions on the frequency at which shares of a certain share class are issued; the Board may, in particular, decide that shares of a particular share class will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Prospectus.

7.3 Shares in Sub-funds will be issued at the subscription price. The subscription price for shares of a particular share class of a Sub-fund is based on the net asset value per share of the respective share class (see articles 12 and 13), adjusted as the case may be in accordance with article 12.6, plus any subscription fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant subscription price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

7.4 A process determined by the Board and described in the Prospectus shall govern the chronology of the issue of shares in a Sub-fund.

7.5 The Company may, in its absolute discretion, accept or reject, in whole or in part, any request for subscription for shares.

7.6 The subscription price is payable within a period determined by the Board, which may not exceed seven (7) business days from the relevant valuation day, determined as every such day on which the net asset value per share for a given share class or Sub-fund is calculated (the NAV Calculation Day).

7.7 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

7.8 The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé) where applicable, and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the relevant Sub-fund. All costs related to the contribution in kind are borne by the Shareholder acquiring shares in this manner.

7.9 Applications for subscription are irrevocable, except -for the duration of such suspension -when the calculation of the net asset value has been suspended in accordance with article 13 of these Articles.

8. Art. 8. Redemption of shares. Redemption right of the Shareholders

8.1 Unless otherwise provided for in the Prospectus, any Shareholder may request redemption of all or part of his shares from the Company on each redemption day in respect of which redemption requests are accepted pursuant to the terms of the Prospectus. Redemption requests will be dealt with pursuant to the conditions and procedures set forth by the Board in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles. Redemptions may take place over one or more redemption days, as specified in the Prospectus, and Shareholders may be paid out at different redemption prices, calculated in accordance with the Prospectus.

8.2 Subject to the provisions of article 13 of these Articles and this article 8, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board which may not (unless otherwise stated in the Prospectus) exceed twenty five (25) business days from the relevant redemption day, as determined in accordance with the current policy of the Board.

8.3 The redemption price per share for shares of a particular share class of a Sub-fund corresponds to the net asset value per share of the respective share class), adjusted as the case may be in accordance with article 12.6, less any redemption fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.4 A process determined by the Board and described in the Prospectus shall govern the chronology of the redemption of shares in a Sub-fund. The Board may impose conditions on the redemption of share, any such condition to which the redemption of shares may be submitted being detailed in the Prospectus, provided that the Board may, in particular but without limitation, decide that redemption requests will only be processed after a prior notice period, that a lock-up period be applicable in respect of redemption requests during which redemptions requests will not be accepted or processed and that specific redemption requests will take priority over other redemption requests (any such conditions may be applicable at the level of specific shares classes, as the case may be) or that, depending on the liquidity of the relevant Sub-fund's assets, all or part of the redemption requests be rolled over to the next redemption day. The Board may impose restrictions on the frequency at which shares may be redeemed in any share class and may, in particular, decide that shares of any Class shall only be redeemed on such redemption days as provided for in the Prospectus.

8.5 If as a result of a redemption application, the number or the value of the shares held by any Shareholder in any share class falls below the minimum number or value that is then determined by the Board in the Prospectus, the Company may decide to treat such an application as an application for redemption of all of that Shareholder's shares in the given share class.

8.6 If, in addition, on a Transaction Day (as defined in the Prospectus) or at some time during a Transaction Day, redemption applications as defined in this article and conversion applications as defined in article 9 of these Articles exceed a certain level set by the Board in relation to the shares of a given share class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the Transaction Day following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

8.7 The Company may satisfy payment of the redemption price owed to any Shareholder, subject to such Shareholder's agreement, in specie by allocating assets to the Shareholder from the portfolio set up in connection with the share class (es) equal in value to the value of the shares to be redeemed (calculated in the manner described in article 12) as of the Transaction Day or the time of valuation when the redemption price is calculated if the Company determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Shareholders of the relevant Sub-fund. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders in the given share class or share classes, as the case may be. The valuation used will be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers are borne by the transferee.

8.8 All redeemed shares may be cancelled.

8.9 All applications for redemption of shares are irrevocable, except -in each case for the duration of the suspension -in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the net asset value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article.

8.10 The Company will use all reasonable commercial efforts to satisfy redemption requests, recognising its obligation to balance such efforts with the interests of the relevant Sub-fund and the other Sub-funds as a whole and the interests of those Shareholders who remain in the relevant Sub-fund and the other Sub-funds, but nothing will oblige the Company to meet any redemption request.

Compulsory Redemptions

8.11 Shares may be redeemed at the initiative of the Company in accordance with, and in the circumstances set out in the Prospectus and these Articles. The Company may in particular decide to:

(a) redeem shares of any class and Sub-fund, on a pro rata basis among Shareholders in the relevant class/Sub-fund in order to distribute proceeds generated by the relevant Sub-fund's investments through returns or its disposal on a pro

rata basis among Shareholders, subject to compliance with the relevant distribution scheme (and, as the case may be, reinvestment rights) as provided for each Sub-fund in the Prospectus, if any;

(b) compulsory redeem shares:

(i) held by a Restricted Person as defined in, and in accordance with the provisions of article 11 of these Articles;

(ii) in case of admission of new investors in the Company in order to equalise previous and subsequent investors if so provided for in, and in accordance with the terms and conditions of, the Prospectus;

(iii) in order to equalise investors for the purpose of the payment of the performance fee or similar incentive remuneration mechanism to service providers;

(iv) in case of liquidation or merger of Sub-funds or classes, in accordance with the provisions of article 24 of these Articles;

(v) if the Board determines that any of the representations given by the Shareholder to the Company were not true and accurate or have ceased to be true and accurate or that the continuing ownership of Shares by the Shareholder would cause an undue risk of adverse tax consequences to the Company or any of its Shareholders or that the continuing ownership of Shares by such Shareholder may be prejudicial to the Company or any of its Shareholders;

(vi) further to the satisfaction of a redemption request received by a Shareholders, if the number or aggregate amount of Shares of the relevant class held by this Shareholder is less than the minimum holding amount;

(vii) held by a Shareholder who fails to make, within a specified period of time determined by the Company, any required contributions or certain other payments to the relevant Sub-fund (including the payment of any interest amount or charge due in case of default), in accordance with the terms of its subscription form to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of the Prospectus;

(viii) in all other circumstances, in accordance with the terms and conditions set out in the subscription form, these Articles and the Prospectus.

9. Art. 9. Conversion of shares.

9.1 Subject each time to the approval of the Board and such terms and conditions as set out in the Prospectus, Shareholder may convert shares of a particular share class of a Sub-fund held in whole or in part into shares of the corresponding share class of another Sub-fund; conversions from shares of one share class of a Sub-fund to shares of another share class of either the same or a different Sub-fund are also permitted, except as otherwise decided by the Board or set out in the Prospectus.

9.2 The Board may make the conversion of shares dependent upon additional conditions set out in the Prospectus.

9.3 If conversion are authorised in the Prospectus, a process determined by the Board and described in the Prospectus shall govern the chronology of the conversion of shares in a Sub-fund or from one Sub-fund to another Sub-fund. The Board may impose conditions on the conversion of share, any such condition to which the conversion of shares may be submitted will be detailed in the Prospectus. A conversion application will be considered as an application to redeem the shares held by the Shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (issue) of the shares to be acquired. A conversion fee may be incurred. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the Board. The Board may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the Board, resulting from conversions, will not be paid out to Shareholders.

9.4 As a rule, both the redemption and the acquisition parts of the conversion application should be calculated on the basis of the values prevailing on one and the same Transaction Day. If there are different order acceptance deadlines for the Sub-fund in question, the calculation may deviate from such rule, in particular depending on the sales channel. In particular either:

(a) the sales part may be calculated in accordance with the general rules on the redemption of shares (which may be older than the general rules on the issue of shares), while the purchase part would be calculated in accordance with the general (newer) rules on the issue of shares; or

(b) the sales part is not calculated until a time later in relation to the general rules on share redemption together with the purchase part calculated in accordance with the newer (in relation to the sales part) rules on the issue of shares.

9.5 Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the shares to be converted and the issue of the shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the shares to be acquired ceases after the shares to be converted have been redeemed.

9.6 All applications for the conversion of shares are irrevocable, except -in each case for the duration of the suspension -in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the net asset value of the shares to be redeemed has been suspended or when redemption of the shares to be redeemed has been suspended as provided for in article 8. If the calculation of the net asset value of the shares to be acquired is suspended after the shares to be converted have already been redeemed, only the acquisition part of the conversion application can be revoked during this suspension.

9.7 If, in addition, on a Transaction Day or at some time during a Transaction Day, redemption applications as defined in article 8 of these Articles and conversion applications as defined in this article exceed a certain level set by the Board in relation to the shares issued in the share class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the

redemption and conversion applications for a certain period of time and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the Transaction Day following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

9.8 If as a result of a conversion application, the number or the value of the shares held by any Shareholder in any share class falls below the minimum number or value that is then -if the rights provided for in this sentence are to be applicable -determined by the Board in the Prospectus, the Company may decide to treat the purchase part of the conversion application as a request for redemption for all of the Shareholder's shares in the given share class; the acquisition part of the conversion application remains unaffected by any additional redemption of shares.

9.9 Shares that are converted to shares of another share class will be cancelled.

10. Art. 10. Transfer of shares.

10.1 The Company may decline to register any transfer of registered shares if:

(a) in consequence of such transfer, the value of the holding of the transferor or transferee does not meet the minimum holding amount as set out in the Prospectus in respect of any class or Sub-fund (if any); or

(b) the original instruments of transfer, and such other documents that the Board may require are not deposited at the registered office of the Company or at such other place as the Board may reasonably require, together with such other evidence as the Board may reasonably require to show the right of the transferor to make the transfer and to verify the identity of the transferee. Such evidence may include a declaration as to whether the proposed transferee (i) is not a US Person (as such term is defined in the Prospectus) or acting for or on behalf of a US Person, (ii) is not a Restricted Person or acting for or on behalf of a Restricted Person or (iii) does qualify as institutional investor (in relation to classes that are reserved for subscription by institutional investors); or

(c) in the opinion of the Board, the transfer will be unlawful or will result or be likely to result in any adverse regulatory, tax or fiscal consequences to the Company or its Shareholders; or

(d) the transferee is a US Person or is acting for or on behalf of a US Person; or

(e) the transferee is a Restricted Person or is acting for or on behalf of a Restricted Person; or

(f) in relation to classes that are reserved for subscription by institutional investors, the transferee is not an institutional investor; or

(g) in the opinion of the Board, the transfer of the shares would lead to the shares being registered in a depository or clearing system in which the shares could be further transferred otherwise than in accordance with the terms of the Prospectus or these Articles.

10.2 In addition, no transfer of all or any part of any Shareholder's shares in any Sub-fund, whether direct or indirect, voluntary or involuntary, shall be valid or effective if any of the restrictions on transfer set out in the Prospectus apply.

11. Art. 11. Restrictions on ownership of shares.

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any individual or legal entity:

(a) if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company;

(b) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg law or other law;

(c) if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred; or

(d) if such person does not meet the eligibility criteria in respect of a given class or Sub-fund as set out in the Prospectus; (such individual or legal entities are to be determined by the Board and are defined herein as Restricted Persons).

11.2 For such purposes the Company may:

(a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares, where such registration or transfer would result in legal or beneficial ownership of such shares by a Restricted Person;

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of Shareholders or who seeks to register the transfer of shares in the register of Shareholders to furnish the Company with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Restricted Person;

(c) decline to accept the vote of any Restricted Person at the General Meeting; and

(d) instruct a Shareholder to sell his shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within ten (10) business days of the sending of the relevant notice if the Company determines that a Restricted Person is the sole beneficial owner or is the beneficial owner together with other persons.

11.3 If the investor does not comply with the notice, the Company may, in accordance with the procedure described below, compulsorily redeem all shares held by such a Shareholder or have this redemption carried out:

(a) The Company provides a second notice (Purchase Notice) to the investor or the owner of the shares to be redeemed, in accordance with the entry in the register of Shareholders; this Purchase Notice designates the shares to be redeemed, the procedure under which the redemption price is calculated and the name of the acquirer.

Such Purchase Notice will be sent by registered mail to the last known address or to the address listed in the Company's books. This Purchase Notice obliges the investor in question to send the share certificate or share certificates that represent the shares to the Company in accordance with the information in the Purchase Notice.

Immediately upon close of business on the date designated in the Purchase Notice, the Shareholder's ownership of the shares which are designated in the Purchase Notice ends. For registered shares, the name of the Shareholder is deleted from the register of Shareholders; for bearer shares, the certificate or certificates that represent the shares are cancelled.

(b) The price at which these shares are acquired (Sales Price) corresponds to an amount determined on the basis of the share value of the corresponding share class on a Transaction Day, or at some time during a Transaction Day, as determined by the Board, less any redemption fees incurred, if applicable. The purchase price is, less any redemption fees incurred, if applicable, the lesser of the share value calculated before the date of the Purchase Notice and the share value calculated on the day immediately following submission of the share certificate(s).

(c) The purchase price will be made available to the previous owner of these shares in the currency determined by the Board for the payment of the redemption price of the corresponding share class and deposited by the Company at a bank in Luxembourg or elsewhere (corresponding to the information in the Purchase Notice) after the final determination of the purchase price following the return of the share certificate(s) as designated in the Purchase Notice and their corresponding coupons that are not yet due. After the Purchase Notice has been provided and in accordance with the procedure outlined above, the previous owner no longer has any claim related to all or any of these shares and the previous owner also has no further claim against the Company or the Company's assets in connection with these shares, with the exception of the right to receive payment of the purchase price without interest from the named bank after actual delivery of the share certificate(s). All income from redemptions to which Shareholders are entitled in accordance with the provisions of this paragraph may no longer be claimed and is forfeited as regards the respective share class(es) unless such income is claimed within a period of five years after the date indicated in the Purchase Notice. The Board is authorised to take all necessary steps to return these amounts and to authorise the implementation of corresponding measures for the Company.

(d) The exercise of the powers by the Company in accordance with this article 11 may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the Purchase Notice, provided that the Company exercised the above-named powers in good faith.

11.4 Restricted Persons as defined in these Articles are neither persons who subscribe shares for the duration of their shareholding in connection with the formation of the Company nor securities dealers who subscribe shares in the Company for distribution.

12. Art. 12. Calculation of net asset value per share.

12.1 The Company, each Sub-fund and each share class in a Sub-fund have a net asset value determined in accordance with these Articles. The reference currency of the Company is the EUR. The net asset value of each Sub-fund and share class will be calculated in the reference currency of the Sub-fund or share class, as it is stipulated in the Prospectus, and will be determined by the administrative agent of the Company (the Administrative Agent) for each Transaction Day on each NAV Calculation Day as stipulated in the Prospectus (provided that, for the avoidance of doubt, there will be a minimum of one NAV Calculation Day per month in respect of each Sub-fund), by calculating the aggregate of:

(a) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund and share class in accordance with the provisions of these Articles; less

(b) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund and share class in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Sub-fund and share class, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Transaction Day.

12.2 The net asset value per share for a Transaction Day will be calculated in the reference currency of the relevant Sub-fund and will be calculated by the Administrative Agent as at the NAV Calculation Day of the relevant Sub-fund by dividing the net asset value of the relevant Sub-fund by the number of shares which are in issue on the Transaction Day corresponding to such NAV Calculation Day in the relevant Sub-fund (including shares in relation to which a Shareholder has requested redemption on such Transaction Day in relation to such NAV Calculation Day).

12.3 If the Sub-fund has more than one share class in issue, the Administrative Agent will calculate the net asset value per share of each share class for a Transaction Day by dividing the portion of the net asset value of the relevant Sub-fund attributable to a particular share class by the number of shares of such share class in the relevant Sub-fund which are in issue on the Transaction Day corresponding to such NAV Calculation Day (including shares in relation to which a Shareholder has requested redemption on the Transaction Day in relation to such NAV Calculation Day).

12.4 The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest whole hundredth share of the currency in which the net asset value of the relevant shares are calculated.

12.5 The assets of the Company will be valued as follows:

(a) transferable securities or money market instruments quoted or traded on an official stock exchange or any other regulated market, are valued on the basis of the last known price, and, if the securities or money market instruments are

listed on several stock exchanges or regulated markets, the last known price of the stock exchange which is the principal market for the security or money market instrument in question, unless these prices are not representative;

(b) for transferable securities or money market instruments not quoted or traded on an official stock exchange or any other regulated market, and for quoted transferable securities or money market instruments, but for which the last known price is not representative, valuation is based on the probable sales price estimated prudently and in good faith by the Company;

(c) units and shares issued by unlisted undertakings for collective investment or collective investment schemes (UCIs) shall be valued at their last official and available net asset value, as reported or provided by such UCIs or their agents, or at their last unofficial net asset values (i.e., estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values. The official or unofficial net asset value of a UCI may be adjusted for subsequent capital calls and distributions and applicable redemption charges where appropriate. The Company shall adjust the net asset value or other valuation so provided where the Company considers such net asset valuation or other valuation information does not accurately reflect the Company's or Sub-fund's interests in such UCI, whether because such information has been generated after a delay from the UCI's own valuation point, change in markets or otherwise. The net asset value is final and binding notwithstanding that it may have been based on unofficial or estimated net asset values. Consequently, redemptions and subscriptions of Shares may be made on the basis of the estimated net asset values of the UCIs as calculated for a Transaction Day on the relevant NAV Calculation Day;

(d) the interests of UCIs which are listed on a stock exchange or dealt in another regulated market will be valued on the basis of the last available published stock exchange or market value;

(e) the liquidating value of futures, forward or options contracts that are not traded on exchanges or on other regulated markets will be determined pursuant to the policies established in good faith by the Board, on a basis consistently applied. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets will be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on such business day with respect to which a net asset value is being determined, then the basis for determining the liquidating value of such contract will be such value as the Board may, in good faith and pursuant to verifiable valuation procedures, deem fair and reasonable;

(f) liquid assets and money market instruments with a maturity of less than 12 months may be valued at nominal value plus any accrued interest or using an amortised cost method (it being understood that the method which is more likely to represent the fair market value will be retained). This amortised cost method may result in periods during which the value deviates from the price the relevant Sub-fund would receive if it sold the investment. The Board may, from time to time, assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that such assets will be valued at their fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board. If the Board believes that a deviation from the amortised cost per share may result in material dilution or other unfair results to Shareholders, the Board will take such corrective action, if any, as it deems appropriate, to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results;

(g) the swap transactions will be consistently valued based on a calculation of the net present value of their expected cash flows. For certain Sub-funds using over-the-counter financial derivative instruments (OTC Derivative) as part of their main investment policy, the valuation method of the OTC Derivative will be further specified in the Prospectus;

(h) accrued interest on securities will be included if it is not reflected in the share price;

(i) cash will be valued at nominal value, plus accrued interest;

(j) all assets denominated in a currency other than the reference currency of the respective Sub-fund/share class will be converted at the mid-market conversion rate between the reference currency and the currency of denomination;

(k) all other securities and other permissible assets as well as any of the above mentioned assets for which the valuation in accordance with the above sub-paragraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their probable realisation value, will be valued at probable realisation value, as determined with care and in good faith pursuant to procedures established by the Board.

12.6 If on any Transaction Day the aggregate transactions in shares of all share classes of a Sub-fund result in a net increase or decrease of shares for that Sub-fund (relating to the cost of market dealing for that Sub-fund), the net asset value of the relevant Sub-fund may be adjusted by an amount which reflects both the estimated fiscal charges and dealing costs that may be incurred by the Sub-fund and the estimated bid/offer spread of the assets in which the Sub-fund invests in accordance with the terms of the Prospectus. The adjustment will be an addition when the net movement results in an increase of all shares of the Sub-fund and a deduction when it results in a decrease. As certain stock markets and jurisdictions may have different charging structures on the buy and sell sides, the resulting adjustment may be different for net inflows than for net outflows.

12.7 The allocation of assets and liabilities of the Company between Sub-funds (and within each Sub-fund between the different share classes) will be effected so that:

(a) the subscription price received by the Company on the issue of shares, and reductions in the value of the Company as a consequence of the redemption of shares, will be attributed to the Sub-fund (and within that Sub-fund, the share class) to which the relevant shares belong;

(b) assets acquired by the Company upon the investment of the subscription proceeds and income and capital appreciation in relation to such investments which relate to a specific Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) will be attributed to such Sub-fund (or share class in the Sub-fund);

(c) assets disposed of by the Company as a consequence of the redemption of shares and liabilities, expenses and capital depreciation relating to investments made by the Company and other operations of the Company, which relate to a specific Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) will be attributed to such Sub-fund (or share class in the Sub-fund);

(d) where the use of foreign exchange transactions, instruments or financial techniques relates to a specific Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) the consequences of their use will be attributed to such Sub-fund (or share class in the Sub-fund);

(e) where assets, income, capital appreciations, liabilities, expenses, capital depreciations or the use of foreign exchange transactions, instruments or techniques relate to more than one Sub-fund (or within a Sub-fund, to more than one share class), they will be attributed to such Sub-funds (or share classes, as the case may be) in proportion to the extent to which they are attributable to each such Sub-fund (or each such share class);

(f) where assets, income, capital appreciations, liabilities, expenses, capital depreciations or the use of foreign exchange transactions, instruments or techniques cannot be attributed to a particular Sub-fund they will be divided equally between all Sub-funds or, in so far as is justified by the amounts, will be attributed in proportion to the relative net asset value of the Sub-funds (or share classes in the Sub-fund) if the Board, in its sole discretion, determines that this is the most appropriate method of attribution; and

(g) upon payment of dividends to the Shareholders of a Sub-fund (and within a Sub-fund, to a specific share class) the net assets of this Sub-fund (or share class in the Sub-fund) are reduced by the amount of such dividend.

12.8 The assets of the Company will include:

(a) all cash on hand or receivable or on deposit, including accrued interest;

(b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);

(c) all securities, shares, bonds, debentures, swaps, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;

(d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company provided that the Company may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;

(e) all accrued interest on any interest bearing securities held by the Company except to the extent that such interest is comprised in the principal thereof;

(f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(g) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

12.9 The liabilities of the Company will include:

(a) all borrowings, bills and other amounts due;

(b) all administrative expenses due or accrued including but not limited to the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, custodial, paying agency and corporate and central administration agency fees and expenses, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to Shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Company;

(c) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company for which no coupons have been presented and which therefore remain unpaid until the day these dividends revert to the Company by prescription;

(d) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation and any other provisions of reserves; and

(e) any other liabilities of the Company of whatever kind towards third parties.

12.10 General rules

(a) all valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with Luxembourg law;

(b) the latest net asset value per share may be obtained at the registered office of the Company in accordance with the terms of the Prospectus;

(c) for the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining the net asset value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any shares issued by the Company;

(d) the net asset value per share of each share class in each Sub-fund is made public at the offices of the Company and Administrative Agent. The Company may arrange for the publication of this information in the reference currency of each Sub-fund/ share class and any other currency at the discretion of the Company in leading financial newspapers. The Company cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices;

(e) different valuation rules may be applicable in respect of a specific Sub-fund as further laid down in the Prospectus.

13. Art. 13. Temporary suspension of the calculation of share value and of the issue, Redemption and Conversion of shares.

13.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the net asset value of Shares of any Sub-fund or class and/or the issue of the Shares of such Sub-fund or class to subscribers and/or the redemption of the Shares of such Sub-fund or class from its Shareholders as well as conversions of Shares of any class in a Sub-fund:

(a) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the relevant Sub-fund or class, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the relevant Sub-fund or class are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Board, disposal of the assets of the relevant Sub-fund or class is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the relevant Sub-fund or class or if, for any reason beyond the responsibility of the Board, the value of any asset of the relevant Sub-fund or class may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Sub-fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) when the Board so decides, provided that all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) upon publication of a notice convening a general meeting of Shareholders of the Company or of a Sub-fund for the purpose of deciding on the liquidation, dissolution, the merger or absorption of the Company or the relevant Sub-fund and (ii) when the Board is empowered to decide on this matter, upon their decision to liquidate, dissolve, merge or absorb the relevant Sub-fund;

(f) in case of the Company's liquidation or in the case a notice of termination has been issued in connection with the liquidation of a Sub-fund or a share class;

(g) where, in the opinion of the Board, circumstances which are beyond the control of the Board make it impracticable or unfair vis-à-vis the Shareholders to continue trading the Shares;

(h) in accordance with, and in the circumstances set out under, the terms of the Prospectus;

(i) when the suspension is required by law or legal process; and

(j) when for any reason and in its absolute discretion the Board determines that such suspension is in the best interests of Shareholders.

13.2 The suspension in respect of a Sub-fund will have no effect on the calculation of the net asset value and the issue, redemption and conversion of the shares of any other Sub-fund.

13.3 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify Shareholders requesting redemption and/or conversion of their shares of such suspension.

14. Art. 14. Board of directors.

14.1 The Company shall be managed by a Board of at least three (3) members (including the chairman of the Board). The directors of the Company, either Shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed six (6) years, by a General Meeting.

14.2 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

14.3 Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

14.4 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting.

14.5 In the event of a vacancy in the office of a member of the Board, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders will take a final decision regarding such nomination at their next General Meeting.

15. Art. 15. Board meetings.

15.1 The Board will elect a chairman. It may further choose a secretary, either director or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

15.2 The chairman will preside at all General Meetings and all meetings of the Board. In his absence, the General Meeting or, as the case may be, the Board will appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

15.3 Meetings of the Board are convened by the chairman or by any other two members of the Board.

15.4 The directors will be convened separately to each meeting of the Board. Written notice of any meeting of the Board will be given to all directors at least forty-eight (48) hours prior to the date set for such meeting, except in emergencies, in which case the nature of the emergency will be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or other similar means of communication. No separate invitation is necessary for meetings whose date and location have been determined by a prior resolution of the Board.

15.5 The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice.

15.6 Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another director as his proxy.

15.7 A director may represent more than one of his colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting.

15.8 Any director may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and is deemed to be held at the registered office of the Company.

15.9 The Board can validly debate and take decisions only if the majority of its members is present or duly represented.

15.10 All resolutions of the Board shall require a majority of the directors present or represented at the Board meeting, in which the quorum requirements set forth in the present article are met. In case of a tied vote the chairman will not have a casting vote.

15.11 Resolutions signed by all directors shall be valid and binding in the same manner as if they were passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or telefax.

15.12 The decisions of the Board will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the chairman or by any two other directors. Any proxies will remain attached thereto.

15.13 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two other directors.

15.14 No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any director who is director or officer or employee of any company, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

15.15 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting.

15.16 The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

15.17 If, a quorum of the Board cannot be reached due to a conflict of interest, resolutions passed by the required majority of the other members of the Board present or represented at such meeting and voting will be deemed valid.

16. Art. 16. Powers of the board of directors.

16.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in article 20 of these Articles, to the extent that such powers are not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting.

16.2 All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting lie in the competence of the Board.

17. Art. 17. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

18. Art. 18. Delegation of powers.

18.1 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board, acting under the supervision of the Board. The Board may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member of members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors

of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company.

18.2 The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

19. Art. 19. Indemnification.

19.1 The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he or she may be made a party by reason of his or her being or having been a director or officer of the Company or, at his or her request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he or she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

19.2 In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

20. Art. 20. Investment policies and Restrictions.

20.1 The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-fund, (ii) the hedging strategy to be applied to specific shares classes within particular Sub-funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board in the Prospectus, in compliance with Luxembourg law and regulations.

20.2 The Board shall also have power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's assets, in accordance with Part II of the 2010 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

- (a) the borrowings of the Company or any Sub-fund thereof and the pledging of its assets; and
- (b) the maximum percentage of the Company or a Sub-fund's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it (or a Sub-fund) may acquire.

21. Art. 21. Auditor.

21.1 The accounting data reported in the annual report of the Company will be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

21.2 The auditor fulfils all duties prescribed by the 2010 Act.

22. Art. 22. General meeting of shareholders of the company.

22.1 The General Meeting represents, when properly constituted, the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions are binding upon all the Shareholders, regardless of the share class held by them. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

22.2 The General Meeting meets when called by the Board. It shall be necessary to call a General Meeting within a month whenever a group of Shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital requires so by written notice. In such case, the concerned Shareholders must indicate the agenda of the meeting.

22.3 The annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday in April of each year at 10.00 am (Luxembourg time). If this day is a legal or banking holiday in Luxembourg, the annual General Meeting will be held on the next business day.

22.4 Other General Meetings may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

22.5 Shareholders meet when called by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders. It is not necessary to provide proof at the meeting that such notices were actually delivered to registered Shareholders. The agenda is prepared by the Board, except when the meeting is called on the written request of the Shareholders, in which case the Board may prepare a supplementary agenda.

22.6 If bearer shares were issued, the notice of meeting will also be published as provided for by law in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board may decide.

22.7 If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be sent by registered mail only.

22.8 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

22.9 The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders. To the extent permitted by law, the convening notice to a General Meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg

time) on the fifth day prior to the relevant meeting (the Record Date) in which case, the right of any Shareholder to participate in the meeting will be determined by reference to his/her/its holding as at the Record Date.

22.10 The business transacted at any meeting of the Shareholders will be limited to the matters on the agenda and transactions related to these matters.

22.11 Each share of any share class is entitled to one vote, in accordance with Luxembourg law and these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders through a written proxy to another person, who need not be a Shareholder and who may be a member of the Board.

22.12 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

23. Art. 23. General meetings of shareholders in a sub-fund or in a share class.

23.1 The Shareholders of the share classes issued in a Sub-fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Sub-fund.

23.2 In addition, the Shareholders of any share class may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to that share class.

23.3 The provisions of article 22 of these Articles apply to such general meetings.

23.4 Each share is entitled to one vote in accordance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or through a written proxy to another person who need not be a Shareholder and may be a director.

23.5 Unless otherwise provided for by law or in these Articles, the resolutions of the General Meeting of Shareholders of a Sub-fund or of a share class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

24. Art. 24. Liquidation or Merger of sub-funds or share classes.

24.1 In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-fund or the value of the net assets of any share class within a Sub-fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-fund, or such share class, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to redeem all the shares of the relevant share class(es) at the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the NAV Calculation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant share class(es) prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-fund or of the share class concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

24.2 Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the General Meeting of any one or all share classes issued in any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board, to redeem all the shares of the relevant share class(es) and refund to the Shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the NAV Calculation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such General Meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or duly represented and voting at such meeting.

24.3 Assets which may not be distributed upon the implementation of the liquidation or merger will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto within the applicable time period.

24.4 All redeemed shares may be cancelled.

24.5 Under the same circumstances as provided by article 24.1, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-fund to those of another existing Sub-fund within the Company or to another Luxembourg UCI registered pursuant to the act of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment, as amended (the 2002 Act), the 2007 Act or the 2010 Act or to another sub-fund within such other UCI (the new Sub-fund) and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-fund or the other Luxembourg UCI. Such publication will be made not less than one month before the date on which the merger or contribution becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of redemption charge, before the contribution becomes effective. Shareholders will receive shares of the surviving Luxembourg UCI or Sub-fund except in those situations when the Company or Sub-fund or class is the surviving entity. Any new share received in such transaction will have the same value as any Shares relinquished in the transaction.

24.6 Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-fund to another Sub-fund within the Company may in any other circumstances be decided upon by a General Meeting of the Shareholders of the share class(es) issued in the Sub-fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an merger by resolution taken by simple majority

of those present or represented and voting at such meeting, provided that this contribution does not result in the liquidation of the Company.

24.7 A contribution of the assets and liabilities attributable to a Sub-fund or class to another Luxembourg UCI registered pursuant to the 2002 Act, the 2007 Act or the 2010 Act or to another class of such Luxembourg UCI may be decided by a general meeting of Shareholders of the contributing Sub-fund or class by a resolution of the Shareholders of the share class or classes issued in the Sub-fund concerned taken with a 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented and voting. Where the contribution is to be made to a mutual investment fund (fonds commun de placement) or a foreign-based UCI, such resolution shall be binding only on Shareholders who have approved the proposed contribution. The Board may also, under the same circumstances as provided above, decide to merge one Sub-fund by a contribution into a foreign UCI. In such case, approval of the relevant Shareholders should be sought or the merger be made upon the condition that only the assets of the consenting Shareholders be contributed to the foreign UCI.

24.8 For the interest of the Shareholders of the relevant Sub-fund or in the event that a substantial change in the economic or political situation relating to a Sub-fund so justifies, the Board may proceed to the reorganisation of such Sub-fund by means of a division into two or more Sub-funds. Such decision will be published in the same manner as described above. Information concerning the new Sub-fund(s) will be provided to the relevant Shareholders. Such publication will be made one month prior to the effectiveness of the reorganisation in order to permit Shareholders to request redemption of their Shares free of charge during such one month prior period.

25. Art. 25. Financial year. The financial year of the Company commences on 1st January each year and terminates on 31st December of the same year except for the first financial year of the Company which shall commence on the date of incorporation of the Company and end on 31 December 2011.

26. Art. 26. Application of income.

26.1 The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, how the income from the Sub-fund will be distributed with regard to each existing share class, and may declare, or authorise the Board to declare, dividends. A dividend may be distributed, either in cash or shares.

26.2 For any share class entitled to dividends, the Board may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

26.3 Payments of dividends to owners of registered shares will be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders. Payments of dividends to holders of bearer shares will be made upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents more specifically designated by the Company.

26.4 Dividends may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

26.5 The Board may decide to distribute bonus stock instead of cash dividends under terms and conditions set forth by the Board.

26.6 Unless otherwise stated in the Prospectus, the Company is authorised to make in-kind distributions/payments of securities or other assets with the consent of the relevant Shareholder(s). Any such distributions/payments in kind will be valued in a report established by an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law.

26.7 Any dividend that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeited and repatriated to the share class(es) issued in the respective Sub-fund.

26.8 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

27. Art. 27. Depositary.

27.1 To the extent required by law, the Company will enter into a depositary agreement with a bank or credit institution as defined by the act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended (the Depositary).

27.2 The Depositary will fulfil its obligations in accordance with the 2010 Act.

27.3 If the Depositary indicates its intention to terminate the custodial relationship, the Board will make every effort to find a successor depositary within two months of the effective date of the notice of termination of the depositary agreement. The Board may terminate the agreement with the Depositary but may not relieve the Depositary of its duties until a successor depositary has been appointed.

28. Art. 28. Liquidation of the company.

28.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in this article 28 of these Articles.

28.2 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the shares represented at the General Meeting.

28.3 The question of dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles. In such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

28.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

29. Art. 29. Liquidation.

29.1 If the Company is dissolved, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators appointed in accordance with the provisions of the 2010 Act.

29.2 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

29.3 The liquidator(s) will realise each Sub-fund's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation, after deduction of liquidation costs, amongst the Shareholders of the relevant Sub-fund according to their respective prorata.

29.4 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they shall be forfeited.

30. Art. 30. Amendments to the articles. These Articles may be amended by a General Meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided for by the Companies Act.

31. Art. 31. Definitions. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organised group of persons, whether incorporated or not.

32. Art. 32. Applicable law. All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the Companies Act and the 2010 Act. In case of conflict between the Companies Act and the 2010 Act, the 2010 Act shall prevail.

Transitional provisions

The first financial year begins today and ends on 31 December 2011.

The first annual General Meeting will be held in April 2012.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to 310 (three hundred and ten) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been fully paid up by the shareholder by payment in cash, so that the sum of EUR 31,000 (thirty one thousand euro) paid by the shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at EUR 3,000.

Extraordinary general meeting of shareholders

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, considering itself to be duly convened, has proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders and having stated that it was regularly constituted, has passed the following resolutions by unanimous vote:

1. the number of directors is set at three (3);
2. the following persons are appointed directors of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2016:
 - Johan Groothaert, Director, Luxembourg Financial Group A.G., whose professional address is at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, Chairman;
 - Christian Klar, Director, Luxembourg Financial Group A.G., whose professional address is at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
 - Alexandre Dumont, Employee, Luxembourg Financial Group A.G., whose professional address is at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3. Ernst & Young S.A., with registered office at 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, is appointed as external auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2016;

4. the Company's registered office shall be at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: Y. ARBAUT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 mars 2011. Relation: LAC/2011/11105. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 mars 2011.

Référence de publication: 2011037556/896.

(110041361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Multi Strategy SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 156.462.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit, dans le Mémorial C n° 2536 du 23 novembre 2010, page 121697, la première ligne de l'en-tête de la publication de l'acte constitutif de la société Multi Strategy SICAV:

au lieu de: «Multi Strategy SICAV, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.»,
lire: «Multi Strategy SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.»

Référence de publication: 2011038761/11.

Glenriver S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 141.485.

DISSOLUTION

L'an deux mille dix, le deux décembre.

Par-devant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A COMPARU:

Monsieur Lucien BERTEMES, gérant de sociétés, demeurant professionnellement à L-8522 Beckerich, 8 Jos Seyler Strooss.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Qu'il existe une société anonyme sous la dénomination de «GLENRIVER S.A.», avec siège social à L-8211 Mamer, 53 route d'Arlon, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 31 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2364 en date du 27 septembre 2008.

II. Que le capital social souscrit et libéré intégralement est fixé à trente et un mille euros (31.000.- euros) représenté par mille actions (1.000), de trente et un euros (31.- €) chacune.

III. Que le soussigné est devenu successivement propriétaire de toutes les actions de la société.

IV. Qu'en tant que seul actionnaire, le soussigné déclare expressément dissoudre et liquider la société à compter de ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

V. Que le soussigné connaît parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

VI. Que le soussigné, actionnaire unique, se considérant comme le liquidateur, déclare avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à ce jour.

VII. Que le soussigné donne décharge expresse aux administrateurs, administrateur-délégué et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

VIII. Que le soussigné remet au notaire les certificats des actionnaires de la société en sa possession pour destruction.

IX. Que partant la liquidation de la société est achevée.

X. Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années à Mamer, 53 route d'Arlon.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de HUIT CENTS EUROS (EUR 800,-).

DONT acte, fait est passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bertemes; Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 6 décembre 2010. Relation: EAC/2010/15178. Reçu: SOIXANTE-QUINZE EUROS 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004282/44.

(110004165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

CEDEC S.A., Compagnie Européenne pour le Développement d'Entreprises Commerciales S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 36.412.

L'an deux mille dix, le trente novembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding «COMPAGNIE EUROPEENNE POUR LE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES COMMERCIALES S.A.» en abrégé «CEDEC S.A.», ayant son siège social à L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 36.412, constituée suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 mars 1991, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (le «Mémorial»), numéro 194 du 24 avril 1991, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 15 mai 2008, publié au Mémorial numéro 1519 du 19 juin 2008.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean WAGENER, docteur en droit, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Patricia LAMOULINE, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Donald VENKATAPEN, licencié en droit, demeurant à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par des annonces parues dans le Mémorial C, le D'Wort et le Tageblatt en date des 30 octobre 2010 et 15 novembre 2010.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste a été dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, et elle restera, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumises en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III. Qu'il appert de cette liste de présence que sur les DIX MILLE (10.000) actions en circulation, 250 actions sont présentes ou représentées à l'assemblée générale extraordinaire.

IV. Une première assemblée générale extraordinaire, convoquée suivant les modalités indiquées dans le procès-verbal de cette assemblée, et ayant le même ordre du jour que la présente assemblée, s'est tenue en date du 27 octobre 2010, et n'a pu délibérer sur l'ordre du jour pour défaut du quorum légal requis.

En vertu de l'article 67 et 67-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, la présente assemblée est autorisée à prendre des résolutions indépendamment de la proportion du capital représenté.

V.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- Adoption de l'objet social commercial général des sociétés de participations financières avec effet au 1 janvier 2011 et modification afférente de l'article quatre des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes

Première résolution

L'assemblée avec effet au 1^{er} janvier 2011, décide d'adopter l'objet social commercial général des sociétés de participations financières et de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: J. WAGENER, P. LAMOULINE, D. VENKATAPEN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 décembre 2010. Relation: LAC/2010/54295. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Référence de publication: 2011003731/74.

(110003663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

CONEXIA SA, Courtiers en assurances, Société Anonyme.

Siège social: L-2444 Luxembourg, 14, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 86.312.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 22 mars 2010

Conseil d'administration

L'actionnaire unique de la Société accepte la démission, avec effet au 2 mai 2007, de ses fonctions d'administrateur de Monsieur Patrick JUCHEM.

L'actionnaire unique de la Société accepte la démission, avec effet au 15 décembre 2008, de ses fonctions d'administrateur de Monsieur Holger KRAUTKREMER.

L'actionnaire unique de la Société, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur MIHAILOVIC Sascha, né le 21 mai 1970 à Pétange demeurant à L-8140 Bridel, 108, rue de Luxembourg pour une nouvelle période de 6 ans.

L'actionnaire unique décide de nommer, avec effet immédiat, aux fonctions d'administrateurs de la société:

- Monsieur Michel François MAXWELL, né le 20 juin 1974 à Luxembourg, demeurant au 1, rue du couvent, L-1363 Howald et

- Madame Susana Cristina DE JESUS COSTA, née le 24 septembre 1973 à Seixo/Montemor-o-velho (Portugal), demeurant au 2, rue du cimetière, L-4059 Esch-sur-Alzette.

Le conseil d'administration se compose comme suit:

- Monsieur MIHALOVIC Sascha, né le 21 mai 1970 à Pétange, demeurant à L-8140 Bridel, 108, rue de Luxembourg
 - Monsieur MAXWELL Michel François, né le 20 juin 1974 à Luxembourg, demeurant au 1, rue du couvent, L-1363 Howald

- Madame DE JESUS COSTA Susana Cristina, née le 24 septembre 1973 à Seixo/Montemor-o-velho, Portugal, demeurant au 2, rue du cimetière, L-4059 Esch-sur-Alzette

Le mandat des administrateurs prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Commissaire aux comptes

L'Assemblée Générale accepte, avec effet immédiat, la démission de Madame Nicole FTRAATMAN demeurant au 35A, Im Kemmer D-66706 Perl de ses fonctions de commissaire aux comptes.

L'Assemblée Générale décide de nommer, avec effet immédiat, la société MGI FISOGEST S.à.r.l., ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, Avenue Pasteur, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B20114, aux fonctions de commissaire aux comptes. Jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Référence de publication: 2011019474/34.

(110022926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Perform and Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 50.618.

je souhaite démissionner de mon mandat d'administrateur au sein de la société Perform and Services S.A. (R.C.S. Luxembourg B50618) et ce à compter du 31-12-2010.

Berrier Brigitte.

Référence de publication: 2011004054/10.

(110003796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Cofingest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 47.525.

DISSOLUTION

L'an deux mille dix, le trente novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

La société MATRIX CONSULT LLC, ayant son siège social à 3501 Silverside Road, Naamans Building, Suite 206, Wilmington 19810, Delaware, U.S.A.,

ici représentée par Madame Sophie ERK, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société anonyme COFINGEST S.A., ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 70, Grand-Rue, R.C.S. Luxembourg numéro B 47525, a été constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 18 avril 1994, publié au Mémorial C numéro 336 du 13 septembre 1994, et dont les statuts ont été modifiés:

- suivant acte reçu par Maître Marc ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 décembre 1995, publié au Mémorial C numéro 128 du 14 mars 1996;

- suivant acte sous seing privé en date du 8 mai 2002, publié par extrait au Mémorial C numéro 1435 du 3 octobre 2002.

II.- Que le capital social de la société anonyme COFINGEST S.A., prédésignée, s'élève actuellement à quatre cent cinquante-cinq mille euros (455.000,-EUR), représenté par dix-huit mille deux cents (18.200) actions avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,-EUR) chacune, entièrement libérées.

III.- Que la comparante est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la susdite société COFINGEST S.A.

IV.- Que l'activité de la société COFINGEST S.A. ayant cessé et que la comparante prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

V.- Que la comparante, en tant qu'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la société.

VI.- Qu'en cette qualité, elle requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute et avoir transféré tous les actifs à son profit.

VII.- Que la comparante est investie de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

VIII.- Que partant, la liquidation de la société anonyme COFINGEST S.A. est à considérer comme faite et clôturée.

IX.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

X.- Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation des actions.

XI.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société dissoute.

Frais

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à huit cent cinquante euros, sont à charge de la société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sophie ERK, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 8 décembre 2010. Relation GRE/2010/4292. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003730/56.

(110003210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Hema-Rent S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 5C, route de Vin.

R.C.S. Luxembourg B 149.035.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendundzehn, den zweiundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterschriebenen Notar Patrick SERRES, mit Amtssitze zu Remich.

Ist erschienen:

Frau Martina BUSCH-ENGELS, Bürokauffrau, wohnhaft in D-41541 Dormagen, Lindenstrasse 29.

Die erschienene Partei hat den unterzeichneten Notar ersucht, das Folgende festzustellen:

I. Der Erschiene Partei hält alle Anteile in der Gesellschaft HEMA-RENT S. à r. l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in L-5450 Stadtbredimus, 5c, route du Vin, gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 29. Oktober 2009, veröffentlicht im Memorial C Nummer 2284 vom 21. November 2009.

II. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR) eingeteilt in fünfundzwanzig (25) Anteile mit einem Nennwert von je fünfhundert Euro (500.- EUR) vollständig eingezahlt.

III. Der Gesellschafter beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen.

IV. Der Gesellschafter hat umfassende Kenntnis von der Satzung der Gesellschaft und der finanziellen Situation der Gesellschaft.

VI. Der Gesellschafter erteilt dem Geschäftsführer der Gesellschaft volle Entlastung für die Ausübung seines Mandates vom Zeitpunkt der Ernennung bis einschließlich dem Datum der vorliegenden Urkunde.

V. Der Gesellschafter erklärt, dass die Gesellschaft ihre Geschäftstätigkeit eingestellt hat, ihre bekannten Verbindlichkeiten beglichen wurden oder dass vorgesehen wurde, dass der Gesellschafter sämtliche Aktiva der Gesellschaft erhält und hiermit ausdrücklich erklärt, dass er alle ausstehenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft (soweit vorhanden) übernehmen wird, insbesondere verborgene oder bekannte, aber nicht beglichene und alle noch unbekanntes Verbindlichkeiten der Gesellschaft vor jeglicher Zahlung an sich selbst.

VI. Der Gesellschafter soll jede andere erforderliche Maßnahme durchführen, um alle Aktiva und/oder Passiva (soweit vorhanden) der Gesellschaft auf sich zu übertragen.

VII. Nachfolgend wird die Gesellschaft hiermit aufgelöst und die Liquidation der Gesellschaft ist beendet.

VIII. Die Bücher und Schriften der aufgelösten Gesellschaft sind für die Dauer von fünf (5) Jahren ab dem Datum der vorliegenden Urkunde am ehemaligen Gesellschaftssitz aufzubewahren.

Die vorliegende Urkunde wurde in Remich am eingangs genannten Tag erstellt.

Nach Verlesung und Erklärung wurde die vorliegende Originalurkunde von dem Komplementen, dem Notar mit Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, und dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. BUSCH-ENGELS, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 30 décembre 2010. Relation: REM/2010/1747. Reçu soixante-quinze euros 75.-€

Le Receveur (signé): P. MOLLING

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Remich, den 5. Januar 2011.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2011004640/42.

(110003615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Ifile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 38.865.

- Monsieur Johannes DUIVENVOORDE, né le 27 mai 1961 à Oegstgeest (Pays-Bas), directeur, demeurant au 55, van Weede van Dijkveldstraat, 2582 KR'S Gravenhage, Pays-Bas, a été désigné représentant permanent de la société CLARIS B.V., pour toute la durée de son mandat d'Administrateur de Catégorie A, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

- Monsieur Gérard MULLIEZ, né le 13 mai 1931 à Roubaix (France), dirigeant d'entreprises, demeurant à Hameau de la Vacquerie, F-59.170 Croix (France), a été désigné représentant permanent de la société «BURGODAM B.V.», et ce pour toute la durée de son mandat d'Administrateur de Catégorie A, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

- Monsieur Patrick MULLIEZ, né le 2 novembre 1940 à Montauban (France), dirigeant d'entreprises, demeurant professionnellement au 88, Rue Reine Astrid, B-7730 Néchin, Belgique a été désigné représentant permanent de la société «SINGITA SCA», et ce pour toute la durée de son mandat d'Administrateur de Catégorie A et de Président du Conseil d'Administration soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IFILE S.A.

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011003808/23.

(110003968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Vap International S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 128.469.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 29 juin 2010:

Le mandat des Administrateurs étant échu, l'Assemblée nomme les Administrateurs sortants, à savoir:

Administrateurs:

Mr Giovanni VITTORE, Administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 4, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, Administrateur et Président du Conseil d'Administration;

Mr Rémy MENEGUZ, Expert-comptable, avec adresse professionnelle au 4, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, Administrateur;

Mr Frédéric NOEL, Avocat, avec adresse professionnelle au 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Administrateur; pour une période de un an.

Le mandat s'achèvera lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VAP INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011004535/20.

(110004160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Daedalus Engineering Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7650 Heffingen, 3, Um Haff.

R.C.S. Luxembourg B 83.279.

Suite à des cessions de parts sous seing privé, le capital social est détenu comme suit:

Monsieur Henri COLBACH, demeurant à 6, Loetsch, L-7640 CHRISTNACH	2 400 parts sociales
Monsieur Marc PROMMENSCHENKEL, demeurant à 14, Ditzebierg, L-6225 KOBENBOUR	2 200 parts sociales
Monsieur Arno BOESEN, demeurant à Hüttinger Strasse 30b, D-54634 BITBURG-MÖTSCH	400 parts sociales
Madame Efi DECKER, demeurant à 17-19, Albanastrasse, D-54290 TRIER	500 parts sociales
Monsieur Marc DIEDERICH, demeurant à 6, Bruchhausenstrasse, D-54290 TRIER	800 parts sociales
Monsieur Matthias JOHANN, demeurant à Tholey Strasse 21, D-66636 THOLEY	300 parts sociales
Monsieur Patrick HAUSEN, demeurant à Graf-Siegfried-Strasse 26, D-54439 SAARBURG	1 200 parts sociales
Monsieur Dirk WILLWERSCH, demeurant à 116, Saarstrasse, D-54290 TRIER	600 parts sociales
Monsieur Sacha LENHARDT, demeurant à Brotstrasse 23, D-54498 PIESPORT	300 parts sociales
Monsieur Michel LOUYS, demeurant, rue Pierre Thomas 14/B3, B6600 BASTOGNE	300 parts sociales
Monsieur Stephan OHLIGER, demeurant Sichelstrasse15, D-54290 TRIER	300 parts sociales
Monsieur Andreas TOMBERS, demeurant à Römerstrasse 90, D-54332 WASSERLIESCH	400 parts sociales
Madame Anne-Catherine WILTZ, demeurant à 22, rue des Pommiers, L-5558 REMICH	300 parts sociales
Total:	10 000 parts sociales

Heffingen, le 2 février 2011.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011019489/38.

(110023539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

YME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 45.909.

L'an deux mille dix, le dix-sept novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "YME S.A.", ayant son siège social à L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B numéro 45.909, constituée suivant acte notarié en date du 2 décembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 62 du 14 février 1994 et dont les statuts ont été modifiés

- suivant acte notarié du 28 décembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 130 du 7 avril 1994,

- suivant acte notarié du 18 juin 1996, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 519 du 15 octobre 1996.

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Nicolas BANNASCH, Avocat à la cour, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Stella CUSCE, employée, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Renonciation aux modalités légales de convocations de l'assemblée.
- 2.- Dissolution anticipée et mise en liquidation de la société.
- 3.- Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre anticipativement la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée désigne comme liquidateurs:

Maître Nicolas BANNASCH, Avocat à la cour, né à Wuppertal, le 17 octobre 1964, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy, et

Maître Juerg WYLER, Avocat à la Cour, né à Winterthur, le 15 août 1955 demeurant à CH-8022 Zurich, 1, Stadthausquai (Suisse).

Les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et notamment par les articles 144 à 148 de la loi sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où cette autorisation est normalement requise.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de 1.000,- EUR, sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Nicolas BANNASCH, Stella CUSCE, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 24 novembre 2010. Relation GRE/2010/4043. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 7 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003974/63.

(110003378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Heimdal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 45.900.

L'an deux mille dix, le dix-sept novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "HEIMDAL S.A.", ayant son siège social à L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B numéro 45.900, constituée suivant acte notarié en date du 2 décembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 60 du 14 février 1994 et dont les statuts ont été modifiés

- suivant acte notarié du 28 décembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 129 du 7 avril 1994,

- suivant acte notarié du 18 juin 1996, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 519 du 15 octobre 1996,

avec un capital souscrit de fixé à cent cinquante-sept mille sept cent quarante-trois livres sterling (157.743,- GBP), représenté par six mille cent vingt-huit (6.128) actions sans désignation de valeur nominale.

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Nicolas BANNASCH, Avocat à la cour, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Stella CUSCE, employée, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux modalités légales de convocations de l'assemblée.

2. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la société.

3.- Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre anticipativement la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée désigne comme liquidateurs:

Maître Nicolas BANNASCH, Avocat à la cour, né à Wuppertal, le 17 octobre 1964, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy, et

Maître Juerg WYLER, Avocat à la Cour, né à Winterthur, le 15 août 1955 demeurant à CH-8022 Zurich, 1, Stadthausquai (Suisse).

Les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et notamment par les articles 144 à 148 de la loi sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où cette autorisation est normalement requise.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de 1.000,- EUR, sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Nicolas BANNASCH, Stella CUSCE, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 24 novembre 2010. Relation GRE/2010/4044. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 7 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003789/65.

(110003381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Transmedia Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 31-33, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 123.916.

L'an deux mille dix, le vingt-trois novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Madame Cinzia FILIPPINI, gérante de sociétés, née à Suzzara (Italie), le 6 novembre 1968, demeurant à L-1221 Luxembourg, 19, rue de Beggen.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter qu'elle est la seule associée actuelle de la société à responsabilité limitée TRANSMEDIA SERVICES S.à r.l., (ci-après la "Société"), avec siège social à L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch, R.C.S. Luxembourg numéro B 123916, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 19 décembre 2006, publié au Mémorial C numéro 520 du 3 avril 2007, et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 12 mars 2008, publié au Mémorial C numéro 1058 du 29 avril 2008;

- en date du 17 juin 2008, publié au Mémorial C numéro 1816 du 23 juillet 2008,

et qu'elle a pris la résolution suivante:

Résolution

L'associée unique décide de transférer le siège de la Société de L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch, à L-1520 Luxembourg, 31-33, rue Adolphe Fischer, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article cinq des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1^{er}).** Le siège social est établi à Luxembourg."

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la Société sont évalués à la somme de sept cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cinzia FILIPPINI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 2 décembre 2010. Relation GRE/2010/4170. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 7 janvier 2011.

Référence de publication: 2011003955/35.

(110003755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

I2F S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 122.529.

—
Extrait du conseil d administration du 01/02/11

1. CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est transféré du 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg au 23, rue Jean Jaurès L-1836 Luxembourg et ce à compter du 1^{er} février 2011.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2011019016/12.

(110022348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2011.

Advent Global Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 147.284.

—
L'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue extraordinairement le 22 Novembre 2010, a décidé de renouveler les mandats de:

- Robert J. White, CPA, Chief Financial Officer, Advent Capital Management LLC, 1065 Ave of Americas, 31st Fl., New York, NY 10018 USA,

- Rodd Baxter, General Counsel and Chief Compliance Officer, Advent Capital Management LLC, 1065 Ave of Americas, 31st Fl., New York, NY 10018 USA,

- Edward E. Johnson Jr., CIMA, Chief Operating officer, Advent Capital Management LLC, 1065 Ave of Americas, 31st Fl., New York, NY 10018 USA,

en qualité d'Administrateurs pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011.

Ainsi que:

- PricewaterhouseCoopers S.à r.l.

400, route d' Esch,

L-1471 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

en qualité de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2011.

Pour Advent Global Fund

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2011004591/28.

(110003805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Jaca S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 156.880.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du 06 janvier 2011 du conseil d'administration

Le siège social de la société est transféré à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 janvier 2011.

Pour extrait conforme

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2011003814/13.

(110003793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

KPI I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 154.101.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 6 janvier 2011

En date du 6 janvier 2011, l'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Timothy Paul Haywood de son mandat de Gérant de catégorie A de la Société avec effet au 15 décembre 2010.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2011003825/13.

(110003280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

International Business Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 88.963.

—

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 30 décembre 2010 que les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité des voix:

- 1) L'assemblée décide de transférer le siège social de la société au 20 rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- 2) L'assemblée décide de révoquer la Fiduciaire Vincent LA MENDOLA Sàrl, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B-85.775, ayant son siège social situé au 64 avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg, de son mandat de commissaire aux comptes avec effet immédiat;
- 3) L'assemblée décide de nommer comme nouveau commissaire aux comptes la Société VBRC Sàrl, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B-117.851, ayant son siège social sis 37 Rangwee à L-2412 Howald;
- 4) L'assemblée révoque de son mandat d'administrateur Monsieur David LA MENDOLA, né le 23 juin 1973 à F-Metz et demeurant à L-5495 Wintrange 2 Brekelter;
- 5) L'assemblée révoque de son mandat d'administrateur et d'administrateur-délégué Monsieur LA MENDOLA Vincent, né le 8 février 1967 à F-Mondelange et demeurant professionnellement au 64 avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg;
- 6) L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur-délégué Monsieur Abdelmajid BARKOUKOU, né le 24 octobre 1973 à F-Moyeuvre Grande et demeurant professionnellement au 20 rue Eugène Ruppert à Luxembourg. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Les mandats de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes nouvellement nommés prendront fin à l'issue de l'assemblée qui aura lieu en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2010.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011004646/28.

(110003766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Global Food Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 149.393.

—

L'an deux mille dix, le dix-sept décembre;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "GLOBAL FOOD INVESTMENTS S.A.", établie et ayant son siège social à L-8069 Bertrange, 26, rue de l'Industrie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 149393 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch, agissant en remplacement de Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2437 du 15 décembre 2009.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de Bertrange à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, et modification de la première phrase de l'article 2 des statuts;

2. Révocation de Messieurs Frédéric J.H.P. TONUS, Victor David CUNHA DOS SANTOS et Patrick Alexandre CUNHA DOS SANTOS de leurs fonctions d'administrateurs, avec décharge;

3. Révocation de la société "TONUS ET CUNHA ASSOCIES S.à r.l." de sa fonction de commissaire aux comptes, avec décharge;

4. Nomination d'un nouveau conseil d'administration et fixation de la durée des mandats des administrateurs;

5. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes et fixation de la durée de son mandat;

6. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de Bertrange à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, et de modifier subséquemment la première phrase de l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg)."

Deuxième résolution

L'assemblée décide de révoquer Messieurs Frédéric J.H.P. TONUS, Victor David CUNHA DOS SANTOS et Patrick Alexandre CUNHA DOS SANTOS de leurs fonctions d'administrateurs et de leur accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de leurs mandats jusqu'en date de ce jour.

Troisième résolution

L'assemblée décide de révoquer la société "TONUS ET CUNHA ASSOCIES S.à r.l." de sa fonction de commissaire aux comptes, avec décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat jusqu'en date de ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée procède la nomination du nouveau conseil d'administration, qui sera dorénavant composé des administrateurs suivants:

- Monsieur Maurizio COSTA, né à Milano (Italie) le 11 septembre 1976, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri;

- Monsieur Sandro CAPUZZO, né à Trieste (Italie), le 14 décembre 1958, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri;

- Monsieur Cédric FINAZZI né à Mont-Saint-Martin (France), le 24 février 1981, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

Les mandats des administrateurs ainsi nommés prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer la société anonyme "ComCo S.A.", établie et ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 112813, aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016.

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, la Présidente a ajourné l'assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. GOERES, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2010. LAC/2010/58147. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004283/81.

(110004103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

KPI II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 154.102.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 06 janvier 2011

En date du 06 janvier 2011, l'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Timothy Paul Haywood de son mandat de Gérant de catégorie A de la Société avec effet au 15 décembre 2010.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2011003826/13.

(110003281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

KPI III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 154.106.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 6 janvier 2011

En date du 6 janvier 2011, l'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Timothy Paul Haywood de son mandat de Gérant de catégorie A de la Société avec effet au 15 décembre 2010.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2011003827/13.

(110003286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Rebend Investments Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 127.664.

EXTRAIT

Il résulte de résolutions des associés de la Société en date du 31 janvier 2011 que:

1. CHANGEMENT D'ADRESSE DE SIEGE SOCIAL

La Société a changé l'adresse de son siège social à compter du 1^{er} février 2011, et a désormais son siège social au: 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg;

2. CHANGEMENT DE LA GERANCE

Messieurs Benoît Bauduin et Arie Prashkovsky, tous deux gérants de catégorie B de la Société, ont démissionné de leurs fonctions avec effet au 31 janvier 2011;

Monsieur Moshe Ritblat, gérant, né le 14 avril 1964, ayant son adresse professionnelle au 8 Aba Even Avn., Herzelia 46725, Israël, a été nommé gérant de catégorie B de la Société à compter du 1^{er} février 2011, pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit à compter du 1^{er} février 2011:

- Gérants de catégorie A: M. Rodolpho Amboss et Mme. Sophie Van Oosterom;
- Gérant de catégorie B: M. Moshe Ritblat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2011.

Pour extrait conforme
Rebend Investments Lux S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2011019346/28.

(110022705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2011.

Société Montagne aux Ours S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 144.404.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'associé unique de la société tenue le 24 décembre 2010

L'assemblée générale de l'associé unique de la Société a décidé:

– d'accepter la démission de Monsieur Alan DUNDON, et de Monsieur Alain PEIGNEUX de leur poste de gérant de la société avec effet immédiat,

Pour extrait sincère et conforme
Pour Société Montagne aux Ours S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2011003921/15.

(110003808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Leadership Institute GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8613 Pratz, 13, rue de Folschette.

R.C.S. Luxembourg B 140.386.

—
Der Teilhaber ProCompetence, 13, Rue de Folschette, L-8613 Pratz hat den Namen der Gesellschaft gemäß der ausserordentlichen Gesellschafterversammlung vom 29. Juli 2009 von ProCompetence in ProCompany Eberwein & Partner S.à r.l. geändert.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6. Janvier 2011.

Pour la société

Référence de publication: 2011003838/13.

(110003920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Madas Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 122.728.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 17 décembre 2010 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Jean-Yves NICOLAS

- Monsieur Marc KOEUNE
- Monsieur Sébastien GRAVIÈRE
- Monsieur Michaël ZIANVENI

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011003850/18.

(110003295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Romero Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 73.383.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 26 novembre 2008 que Monsieur John SEIL a démissionné de son mandat d'administrateur du conseil d'administration de la société ROMERO HOLDING S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 73 383, avec effet immédiat.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 26 novembre 2008 que Monsieur Thierry FLEMING a démissionné de son mandat d'administrateur du conseil d'administration de la société ROMERO HOLDING S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 73 383, avec effet immédiat.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 26 novembre 2008 que Monsieur Reno Maurizio TONELLI a démissionné de son mandat d'administrateur du conseil d'administration de la société ROMERO HOLDING S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 73 383, avec effet immédiat.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 26 novembre 2008 que AUDIEX S.A. a démissionné de son mandat en tant que commissaire aux comptes de la société ROMERO HOLDING S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 73 383, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

BDO Tax & Accounting

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

Référence de publication: 2011003910/23.

(110003114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Skippy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8480 Eischen, 24, Cité Aischdall.

R.C.S. Luxembourg B 98.198.

Les comptes annuels redressés de l'année 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Ces comptes annuels remplacent les comptes annuels déposés le 28 juillet 2010 au Registre des commerce et des Sociétés sous le N°L100114696.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 17 décembre 2010.

Pour SKIPPY S.à r.l.

Arend & Partners S.à r.l., Mersch

Signature

Référence de publication: 2011003930/16.

(110003423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

MARENS Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 117.453.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 22 décembre 2010 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Jean-Yves NICOLAS
- Monsieur Marc KOEUNE
- Monsieur Michaël ZIANVENI
- Monsieur Sébastien GRAVIÈRE

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011003852/18.

(110003296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

CVI GVF (Lux) Securitisation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.725,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 119.635.

Il résulte d'une cession de parts sociales effectuée sous seing privé en date du 29 décembre 2010 que:

L'Associé Unique de la Société, CVI GVF (Lux) Master S.à r.l. a cédé toutes ses parts sociales, à savoir:

15 708 parts sociales de classe A

1 part sociale de classe B

1 part sociale de classe D

1 part sociale de classe F

1 part sociale de classe G

1 part sociale de classe H

1 part sociale de classe I

1 part sociale de classe J

1 part sociale de classe K

1 part sociale de classe L

1 part sociale de classe M

1 part sociale de classe N

1 part sociale de classe O

1 part sociale de classe P

1 part sociale de classe Q

1 part sociale de classe R

1 part sociale de classe S

1 part sociale de classe T

à la société FIRSTCITY INTERNATIONAL CORPORATION, une société constituée sous le droit du Texas, ayant son siège social à 6400 Imperial Drive, Waco, Texas, États-Unis d'Amérique, et enregistrée auprès du Secretary of State of Texas sous le numéro 01426267-00.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 3 février 2011.

Pour la Société

Signature

Le gérant

Référence de publication: 2011020679/36.

(110024257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2011.

MOORE STEPHENS Audit S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 155.334.

La nouvelle adresse de M. Horst SCHNEIDER, Gérant, et de M. Raphael LOSCHETTER, Gérant, est la suivante:

43, boulevard du Prince Henri

L-1724 Luxembourg

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011019083/12.

(110022607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2011.

Marina Bay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 143.351.

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 20 décembre 2010 que:

- le siège social de la société a été transféré du 15, boulevard Franklin D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg (Grand-Duché de Luxembourg);

- les nouveaux administrateurs suivants:

* Mme Monica CANOVA, secrétaire, demeurant au Via Roncaiolo, CH-6874 Castel San Pietro,

* M. Fabrizio CODONI, comptable, demeurant au Via Roncaiolo, CH-6874 Castel San Pietro, et

* Mme Genevieve BLAUEN-ARENDET, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

ont été nommés en remplacement de M. Luigi Stefano BELLI, également Président du Conseil d'Administration, Mme Gabriella Armanda BELLI et Mme Nicla Paola CANTONI, démissionnaires.

Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2016.

Il résulte d'une résolution circulaire du Conseil d'Administration datée du 20 décembre 2010 que Mme Monica CANOVA a été nommée à la fonction de Présidente du Conseil d'Administration.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2011003853/22.

(110003916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Feo Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 135.408.

Il résulte d'une lettre datée du 06 août 2010 que mademoiselle Annalisa CIAMPOLI a démissionné de son poste de gérant.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 07 février 2011.

Référence de publication: 2011018965/11.

(110022970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2011.

Mashta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 71.858.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 17 décembre 2010 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Jean-Yves NICOLAS

- Monsieur Michaël ZIANVENI

- Monsieur Sébastien GRAVIÈRE

- Monsieur Paolo DI FILIPPO

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011003854/18.

(110003297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

MDCP VI Barometer II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,47.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.480.

EXTRAIT

Conformément à un contrat et de vente entre Madison Dearborn Capital Partners VI-A, L.P. et MDCP VI Barometer S.à r.l. daté du 30 Décembre 2010:

- 803.977 parts sociales de la Société ont été transférées par Madison Dearborn Capital Partners VI-A, L.P. à MDCP VI Barometer S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MDCP VI Barometer II, S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011003857/17.

(110003810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Phisolina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 40.391.

Il résulte notamment des résolutions d'une assemblée générale extraordinairement tenue en date du 3 janvier 2011 à Luxembourg qu'il a été décidé de:

- (I) prendre acte de la démission du commissaire aux comptes Monsieur Lou HUBY, intervenue le même jour; et de
- (II) nommer comme nouveau commissaire aux comptes, à parti du même jour, le sieur Philippe BOSSICARD, licencié en droit, demeurant à B-6800 LIBRAMONT (Belgique), 11, rue de l'ancienne Gare, né le 26 juin 1951 à Bastogne; et de
- (III) fixer le terme du mandat du nouveau commissaire aux comptes de manière qu'il expire à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui de tiendra en l'an 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Pour PHISOLINA

Par délégation spéciale

Claude GEIBEN

Référence de publication: 2011003884/19.

(110003781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Universal Wireless S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 80.647.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société Universal Wireless S.A. (en liquidation) du 27 décembre 2010, que la liquidation de la Société a été clôturée et que la Société a cessé d'exister.

L'Assemblée décide que les documents légaux et comptables de la Société seront conservés pour une durée de 5 ans à l'adresse suivante:

4, rue Jean-Pierre Brasseur

L-1258 Luxembourg

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011003958/19.

(110003208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Mondofin Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 55.890.

Le (la) soussigné(e) atteste par la présente sa démission comme

Commissaire aux comptes

de la société

MONDOFIN MANAGEMENT S.A.

Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg

Section B Numéro 55.890

à effet rétroactif du 1^{er} décembre 2010

Le 06 janvier 2011.

CRT REGISTER INTERNATIONAL SA

RCS B105875

Signature

Référence de publication: 2011003862/18.

(110003332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Mondofin Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 55.890.

Le (la) soussigné(e) atteste par la présente sa démission comme

administrateur

de la société

MONDOFIN MANAGEMENT S.A.

Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg

Section B Numéro 55.890

à effet rétroactif du 1^{er} décembre 2010

Le 06 janvier 2011.

SELINE FINANCE LTD

Companies House Cardiff No. 03227310

Signature

Référence de publication: 2011003863/18.

(110003332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Mondofin Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 55.890.

Le (la) soussigné(e) atteste par la présente sa démission comme

administrateur

de la société

MONDOFIN MANAGEMENT S.A.

Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg

Section B Numéro 55.890

à effet rétroactif du 1^{er} décembre 2010

Le 06 janvier 2011.

SELINE MANAGEMENT LTD
Companies House Cardiff No. 03240996
Signature

Référence de publication: 2011003864/18.

(110003332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Tempo - Team Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 46.880.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique le 03 août 2010

L'associé unique nommé Monsieur Marios PARAS, administrateur de sociétés, né le 07 Février 1957 à Hendon, Roy-aumes Unis, demeurant au 21, rue des Près L-7246 Walferdange, Luxembourg en tant que délégué à la gestion journalière de la Société avec effet rétroactif au 01/01/2006 et ce jusqu'à l'assemblée Générale annuelle approuvant les comptes clos au 31 décembre 2011;

L'associé unique a renouvelé le mandat suivant pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale annuelle en relation avec les comptes de l'exercice se clôturant au 31/12/2010:

1. Monsieur Luc FEIPEL, résidant professionnellement au 5 place de la Gare L- 1616 Luxembourg en tant que délégué à la gestion journalière de la Société avec effet rétroactif au 01/01/2009.

Monsieur Robert WILMART n'agit plus en tant que délégué à la gestion journalière de la Société.

L'associé unique a renouvelé le mandat de la Société PricewaterhouseCoopers en tant que réviseur de l'entreprise avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 Janvier 2011.

Référence de publication: 2011003946/21.

(110003307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Morrel Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 121.227.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 22 décembre 2010 a renouvelé les mandats des administra-teurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Jean-Yves NICOLAS
- Monsieur Marc KOEUNE
- Monsieur Michaël ZIANVENI
- Monsieur Sebastien GRAVIERE

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011003865/18.

(110003299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Muguet Lux S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 153.506.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du 6 janvier 2011 du conseil d'administration

Le siège social de la société est transféré à L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 janvier 2011.

Pour extrait conforme

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2011003867/13.

(110003815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

TrendConcept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 71.497.

—
Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung die am 12. Mai 2010 in Luxemburg stattfand:

1. Die Ordentliche Generalversammlung beschließt die folgenden Personen mit Wirkung vom 12. Mai 2010 bis zur Ordentlichen Generalversammlung, die über den Jahresabschluss der TrendConcept S.A. für das am 31. Dezember 2010 endende Geschäftsjahr abstimmt, zum Verwaltungsrat zu ernennen:

- Stefan Schneider (Verwaltungsratsmitglied)
- Christine von Deichmann (Verwaltungsratsmitglied)
- Jean-Marie Schomer (Verwaltungsratsmitglied)
- Jürgen Reitz (Verwaltungsratsmitglied)

2. Die Ordentliche Generalversammlung beschließt den Wirtschaftsprüfer, BDO Audit, mit Sitz in 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Luxembourg vormals BDO Compagnie Fiduciaire S.A., zum Wirtschaftsprüfer der TrendConcept S.A. mit Wirkung vom 12. Mai 2010 bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung, die über den Jahresabschluss der TrendConcept S.A. für das am 31. Dezember 2010 endende Geschäftsjahr abstimmt, zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 31. Januar 2011.

TrendConcept S.A.

Stefan Schneider / Jean-Marie Schomer

Référence de publication: 2011019360/23.

(110022703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2011.

Herrero International Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 500.000,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 68.481.

—
Par décision du Conseil d'administration du 06 décembre 2010, le siège social a été transféré du 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg avec effet immédiat. De plus, veuillez noter que dorénavant l'adresse professionnelle des administrateurs:

Monsieur Guy KETTMANN, Administrateur de la société.

Monsieur Guy BAUMANN, Administrateur de la société.

est située au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg avec effet au 06 décembre 2010.

Concernant l'administrateur Monsieur Jean BODONI, veuillez noter que son adresse professionnelle est située au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg avec effet immédiat.

Luxembourg, le 06 DEC. 2010.

Pour: Herrero International S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Lionel Argence-Lafon

Référence de publication: 2011003998/22.

(110002954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2011.
